Nations Unies A/58/642

Assemblée générale

Distr. générale
18 décembre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session
Point 147 de l'ordre du jour
Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Introduction	1–2	3
II.	Exécution du mandat	3–6	3
III.	Exécution du budget		8
	A. Ressources financières		8
	B. Autres recettes et ajustements		9
	C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		9
	D. Contributions non budgétisées		9
IV.	Analyse des écarts	7–20	9
V.	Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	21	12

03-66775 (F) 260104 270104

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.

Le rapport entre les dépenses et l'objectif de la Mission pour cet exercice est mis en évidence dans des tableaux axés sur les résultats regroupés par composante (composante civile, composante militaire et appui).

Exécution du budget
(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	*Montant alloué*	*Dépenses*	*Écarts*	
			Montant	*Pourcentage*
Militaires et personnel de police	7 300,3	6 214,8	1 085,5	14,9
Personnel civil	21 634,8	18 191,5	3 443,3	15,9
Dépenses opérationnelles	12 594,4	14 002,7	(1 408,3)	(11,2)
Montant brut	**41 529,5**	**38 409,0**	**3 120,5**	**7,5**
Recettes provenant des contributions du personnel	3 081,0	2 636,2	444,8	14,4
Montant net	**38 448,5**	**35 772,8**	**2 675,7**	**7,0**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	3 670,8	2 567,4	1 103,4	30,1
Total	**45 200,3**	**40 976,4**	**4 223,9**	**9,3**

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie de personnel	*Postes approuvés*[a]	*Postes prévus (moyenne)*	*Postes effectivement pourvus (moyenne)*	*Taux de vacance (pourcentage*[b]*)*
Observateurs militaires	203	203	190	6,4
Contingents	27	27	27	0,0
Police civile[c]	81	26	26	0,0
Personnel international[c]	300	184	168	8,7
Personnel recruté dans le pays	113	113	112	0,9
Personnel fourni par des gouvernements	10	10	4	60,0

[a] Effectif autorisé le plus élevé.
[b] Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.
[c] En raison de la suspension des activités de la Commission d'identification, les crédits alloués ne couvraient que 26 postes de la police civile et 184 postes du personnel international.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général daté du 19 avril 2002 (A/56/826) et s'élevait à un montant brut de 41 529 500 dollars (montant net : 38 488 500 dollars), à l'exclusion des contributions volontaires budgétisées en nature évaluées à 3 670 800 dollars. Il prévoyait les effectifs suivants : 203 observateurs militaires, 27 membres de contingents, 26 membres de la police civile, 184 membres du personnel international, 113 agents recrutés dans le pays et 10 observateurs de l'Union africaine. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé, au paragraphe 18 de son rapport daté du 17 mai 2002 (A/56/946), que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 41 529 500 dollars pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.

2. Dans sa résolution 56/298 du 27 juin 2002, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 41 529 500 dollars (montant net : 38 488 500 dollars) pour le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Le montant total de ce crédit a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINURSO par sa résolution 690 (1991). Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport a été défini dans ses résolutions 1406 (2002), 1429 (2002), 1463 (2003), 1469 (2003) et 1485 (2003).

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant des produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux sont regroupés par composante : composante civile, composante militaire et appui. Les caractéristiques programmatiques communes des réalisations escomptées et des produits relevant de telle ou telle composante sont la raison, et non le résultat, de leur regroupement au sein de cette composante.

6. Ces tableaux marquent un progrès vers la budgétisation axée sur les résultats. Le budget de 2002/03 ne contenait pas de tableau type énonçant les résultats escomptés, qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution du budget et en rendre compte. Il a donc été décidé, à titre transitoire, de présenter les données sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2002/03 sous la forme de tableaux dans lesquels sont donnés les réalisations effectives et les produits effectivement exécutés pour lesquels l'information est disponible. Les réalisations escomptées sont celles qui sont nécessaires pour que la Mission puisse atteindre l'objectif fixé par le Conseil de sécurité dans les délais prévus, tandis que les réalisations effectives reflètent les progrès accomplis sur cette voie au cours de l'exercice. Les produits effectivement exécutés représentent les initiatives prises par la Mission pour concrétiser les réalisations escomptées au cours de l'exercice.

Composante 1 : composante civile

Réalisations escomptées	*Réalisations effectives*
1.1 Progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut du Sahara occidental	1.1.1 Les parties ont reçu le plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, l'ont examiné et y ont donné suite 1.1.2 Les pays limitrophes ont reçu le plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, l'ont examiné et ont fait part de leurs observations 1.1.3 Aucune manifestation d'hostilité entre les parties

Produits effectivement exécutés :

- 16 consultations politiques de haut niveau menées par le Représentant spécial du Secrétaire général auprès des parties, des pays limitrophes et des États Membres jouant un rôle clef
- 50 entrevues entre le Bureau des affaires politiques et les parties, les pays limitrophes et les États Membres de la région jouant un rôle clef
- 2 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité
- Archivage électronique de 244 643 dossiers de personnes ayant demandé à être inscrites sur la liste des électeurs
- Stockage et sécurisation de 244 643 dossiers d'électeurs inscrits et autres documents sensibles de la Commission d'identification
- 250 résumés de rapports de médias internationaux et régionaux sur des questions se rapportant au Sahara occidental devant servir à la préparation des évaluations qui seront faites par les spécialistes des questions politiques de la Mission, du Secrétariat et des États Membres

Réalisations escomptées	*Réalisations effectives*
1.2 Progrès vers le règlement de questions humanitaires, en particulier celles qui concernent les prisonniers de guerre, les réfugiés et les personnes portées disparues	1.2.1 Les besoins alimentaires de base des réfugiés du Sahara occidental sont satisfaits 1.2.2 Manifestations d'intérêt accrues pour les services téléphoniques entre les camps de réfugiés et le territoire

Produits effectivement exécutés :

- 6 réunions de haut niveau, effectuées conjointement avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et consacrées à l'application des mesures de confiance, entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les parties et les États limitrophes
- 2 réunions avec plus d'une quinzaine de donateurs, tenues conjointement avec le Programme alimentaire mondial (PAM), concernant la persistance des pénuries alimentaires dans les camps de réfugiés de la zone de Tindouf
- Contribution à la libération de 100 prisonniers de guerre et organisation d'une visite du Représentant spécial du Secrétaire général au centre de détention des prisonniers de guerre de Tindouf

• 2 consultations de haut niveau menées auprès du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à Genève, concernant les prisonniers de guerre et les personnes portées disparues • Aide à la négociation et à la mise en oeuvre des propositions du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés tendant à la prise d'un petit nombre de mesures de confiance et à l'établissement de services restreints de téléphone et de courrier entre les camps de réfugiés de Tindouf et le territoire
Observations : Le service téléphonique a été mis en place mais il a été suspendu peu après sa mise en service par l'une des parties. À la demande de l'autre partie, le service de courrier a été remis à une date ultérieure

Composante 2 : composante militaire

Réalisations escomptées	*Réalisations effectives*
2.1 Maintien du cessez-le-feu	2.1.1 Aucune violation grave du cessez-le-feu ni des accords y afférents 2.1.2 Levée, par l'une des parties, des principales restrictions imposées à la liberté de mouvement des observateurs militaires
Produits effectivement exécutés : • Des deux côtés du mur de sable : 5 436 patrouilles terrestres, couvrant 1 204 906 kilomètres (4 observateurs militaires dans chaque patrouille), et 363 patrouilles aériennes représentant 790 heures de vol (2 observateurs militaires dans chaque patrouille) • Visite de 18 190 unités militaires de l'Armée royale marocaine et du Front POLISARIO au cours de patrouilles terrestres et de 4 147 unités militaires au cours de patrouilles aériennes • Enquête sur 14 plaintes alléguant des violations du cessez-le-feu	
Réalisations escomptées	*Réalisations effectives*
2.2 Réduction des menaces posées par les mines de chaque côté du mur de sable	2.2.1 Aucune victime d'explosion de mine ou d'autre engin
Produits effectivement exécutés • Marquage de 44 mines et engins non explosés • Surveillance de 71 opérations de déminage • Création d'une base de données (Système de gestion de l'information pour la lutte antimines) sur les mines et les engins non explosés	

Composante 3 : appui

Réalisations escomptées	*Réalisations effectives*
3.1 Appui logistique et administratif efficace et rationnel fourni à la Mission	3.1.1 Réduction du délai d'approvisionnement de 120 à 90 jours 3.1.2 Réduction du coût par personne des rations fournies aux observateurs militaires 3.1.3 Gains d'efficacité opérationnelle dans les domaines suivants : informatique, transports aériens et terrestres et transmissions

Produits effectivement exécutés

Amélioration des services

- Renégociation du contrat d'approvisionnement alimentaire, résultant en une réduction de 15 % (de 6,95 dollars à 5,90 dollars) du coût par personne et par jour des rations dans les bases d'opérations
- Cannibalisation des pièces détachées de véhicules réformés, résultant en une réduction des dépenses au titre des pièces détachées de 520 000 dollars à 497 000 dollars

Personnel

- Mise en place, rapatriement et rotation de 217 membres du personnel militaire (190 observateurs militaires en moyenne et 27 membres des contingents) et de 26 membres de la police civile
- Approvisionnement en rations de 190 observateurs militaires et en eau en bouteille de 27 membres des contingents, 26 membres de la police civile et 284 membres du personnel civil
- Gestion administrative de 1 680 contrats civils

Installations et infrastructures

- Entretien de 16 installations de l'Organisation des Nations Unies dans 12 sites différents
- Construction de trois modules de couchage à parois souples pour huit personnes dans trois base d'opérations et achèvement de 20 % du plan de remise en état des bases d'opérations
- Exploitation, entretien et réparation de 77 générateurs dans 16 locaux et fourniture d'environ 1 052 500 litres de combustible et de 9 100 litres de lubrifiant
- Réparation et entretien de 30 kilomètres de pistes d'atterrissage dans trois sites différents et remise en service d'une piste d'atterrissage fermée depuis trois ans

Transports terrestres

- Entretien de 277 véhicules légers dans 12 sites différents et fourniture de 1 175 400 litres de combustible et de 30 205 litres de lubrifiant
- Entretien de 32 véhicules lourds ou spéciaux dans 9 sites différents et fourniture de 256 800 litres de combustible et de 4 487 litres de lubrifiant

- Formation de cinq membres du personnel en matière d'appui technique et de pièces détachées

Transports aériens

- Gestion de contrats de vol de trois aéronefs à voilure fixe et de trois hélicoptères, représentant 3 234 heures de vol pour opérations logistiques et 790 heures de vol pour des patrouilles aériennes militaires, et fourniture de 4 151 737 litres de carburant et de 1 620 litres de lubrifiant
- Transport de passagers (10 097 km)
- Chargement et transport de 826 tonnes de fret
- Formation de 10 membres du personnel à l'administration de marchandises dangereuses, à la sécurité aérienne, aux procédures de contrôle de la qualité des combustibles d'avion et aux opérations aériennes

Transmissions

- Prise en charge de 11 systèmes VSAT dans toute la zone de la Mission
- Prise en charge de 4 centraux téléphoniques pour 527 usagers
- Formation de 15 membres du personnel
- Prise en charge de 495 radios à ondes métriques mobiles, fixes et portables et de 240 radios mobiles et fixes à haute fréquence dans 12 différents sites

Informatique

- Prise en charge, entretien et réparation de 498 ordinateurs de bureau, 42 ordinateurs portables, 273 imprimantes et 12 serveurs dans 12 endroits différents
- Services d'appui à 440 utilisateurs du réseau étendu de la MINURSO
- Formation de 9 membres du personnel

Services médicaux

- Fourniture de services médicaux de niveau 1 à 527 membres du personnel

Fournitures, services et matériel divers

- Traitement de 22 300 kilos de fret pour 293 utilisateurs

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	*Montant alloué*[a] *(1)*	*Dépenses (2)*	*Écarts* *Montant (3) = (1) - (2)*	*Écarts* *Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)*
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	4 801,0	4 372,0	429,0	8,9
Contingents	1 920,8	1 281,4	639,4	33,3
Police civile	578,5	561,4	17,1	3,0
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	**7 300,3**	**6 214,8**	**1 085,5**	**14,9**
Personnel civil				
Personnel international	19 941,7	16 845,8	3 095,9	15,5
Personnel recruté dans le pays	1 693,1	1 345,7	347,4	20,5
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	**21 634,8**	**18 191,5**	**3 443,3**	**15,9**
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	–	–
Personnel fourni par des gouvernements	195,0	35,9	159,1	81,6
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	32,9	27,1	5,8	17,6
Voyages	243,4	453,9	(210,5)	(86,5)
Installations et infrastructures	2 057,8	2 600,9	(543,1)	(26,4)
Transports terrestres	1 932,0	1 595,9	336,1	17,4
Transports aériens	6 403,6	5 868,4	535,2	8,4
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	791,9	1 584,2	(792,3)	(100,1)
Informatique	461,2	568,7	(107,5)	(23,3)
Services médicaux	88,0	107,3	(19,3)	(21,9)
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	388,6	1 160,4	(771,8)	(198,6)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	**12 594,4**	**14 002,7**	**(1 408,3)**	**(11,2)**
Total brut	**41 529,5**	**38 409,0**	**3 120,5**	**7,5**
Recettes provenant des contributions du personnel	3 081,0	2 636,2	444,8	14,4
Total net	**38 448,5**	**35 772,8**	**2 675,7**	**7,0**
Contributions volontaires en nature (budgétisées[b])	3 670,8	2 567,4	1 103,4	30,1
Total	**45 200,3**	**40 976,4**	**4 223,9**	**9,3**

[a] Tient compte d'une redistribution des montants approuvés entre les catégories Militaires et personnel de police et Dépenses opérationnelles.

[b] Comprend des contributions de 317 394 dollars du Gouvernement algérien, de 2 050 001 dollars du Gouvernement marocain et de 200 000 dollars du Front POLISARIO.

B. Autres recettes et ajustements

Catégorie de recettes	*Montant (milliers de dollars É.-U.)*
Intérêts créditeurs	177,0
Recettes diverses	170,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(36,0)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	2 522,0
Total	**2 833,0**

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

Catégorie de dépenses	*Dépenses (milliers de dollars É.-U.)*
Matériel majeur	**95,3**
Soutien logistique autonome	–
Total	**95,3**

D. Contributions non budgétisées

Catégorie de contributions	*Valeur effective (milliers de dollars É.-U.)*
Accord sur le statut des forces	3 922,4
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	**3 922,4**

IV. Analyse des écarts[1]

	Écart	
Observateurs militaires	429,0	8,9 %

7. Le solde non utilisé résulte principalement de la réduction des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (missions) en raison d'un taux moyen de vacance des postes de 6,4 %. Le budget avait été établi sur la base d'un taux de vacance des postes nul.

[1] Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	Écart	
Contingents	639,4	33,3 %

8. Le solde non utilisé est essentiellement dû aux rations. À la suite de la redistribution des montants approuvés entre les catégories Militaires et personnel de police et Dépenses opérationnelles, les dépenses au titre des rations des observateurs militaires ont été inscrites à cette rubrique ainsi qu'à la rubrique Fournitures, services et matériel divers. Le montant alloué n'a pas été ajusté, d'où le solde non utilisé à la présente rubrique.

	Écart	
Personnel international	3 095,9	15,5 %

9. Le solde non utilisé résulte des trois facteurs suivants : un taux moyen de vacances des postes de 8,7 %, des postes pourvus à des niveaux inférieurs aux niveaux prévus dans le budget et l'inclusion de l'indemnité de fonction dans le calcul des traitements du personnel international. L'indemnité de fonction était incluse dans les dépenses au titre des dépenses communes de personnel.

	Écart	
Personnel recruté dans le pays	347,4	20,5 %

10. Le solde non utilisé s'explique par le fait que les postes du personnel recruté dans le pays ont été pourvus à des niveaux inférieurs à la classe GSL-4, échelon I, prévue dans le budget.

	Écart	
Personnel fourni par des gouvernements	159,1	81,6 %

11. Le solde non utilisé résulte essentiellement de la réduction des dépenses au titre de l'indemnité journalière de subsistance (missions) payée aux observateurs de l'Union africaine. Cette réduction tient à deux facteurs : un taux moyen de vacance de postes de 60 % et le fait que 50 % seulement des observateurs ont perçu une indemnité journalière de subsistance (missions) de la MINURSO. Les autres ont été payés directement par l'Union africaine.

	Écart	
Consultants	5,8	17,6 %

12. Un crédit avait été ouvert pour les services d'un juriste indépendant chargé d'assister la Commission d'identification dans ses activités. Les activités de la Commission d'identification ayant été suspendues, ces services n'ont pas été nécessaires. Les ressources prévues ont été utilisées pour maintenir les services consultatifs d'aide aux négociations relatives aux nouvelles initiatives politiques de l'Envoyé personnel du Secrétaire général. L'écart résulte de la différence dans la durée des services et les montants de leur paiement.

	Écart	
Voyages	(210,5)	(86,5 %)

13. Le dépassement de crédit a résulté principalement de la nécessité d'appuyer les nouvelles initiatives politiques de l'Envoyé personnel du Secrétaire général.

	Écart	
Installations et infrastructures	(543,1)	(26,4 %)

14. L'augmentation s'explique principalement par la nécessité de remplacer les installations d'hébergement préfabriquées et le matériel des observateurs militaires. Comme la durée de la Mission reste incertaine, les installations d'hébergement préfabriquées n'ont pas été remplacées depuis la création de la Mission en 1991. Leur entretien était devenu impossible et il a fallu les remplacer pour permettre aux observateurs militaires, dont les bases d'opération sont souvent situées dans des lieux éloignés aux conditions météorologiques difficiles, d'être hébergés dans des conditions satisfaisantes.

	Écart	
Transports terrestres	336,1	17,4 %

15. Des véhicules, pour l'acquisition desquels un crédit avait été ouvert, n'ont pas pu être achetés faute d'un contrat-cadre. Toutefois, pour les besoins des opérations de la Mission, on a transféré des véhicules de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH). Le solde non utilisé représente donc la différence entre le montant approuvé pour l'achat des nouveaux véhicules et les dépenses relatives au transfert des véhicules de la MINUBH.

	Écart	
Transports aériens	535,2	8,4 %

16. Le solde non utilisé s'explique principalement par la baisse des dépenses au titre du combustible, les taux d'utilisation effectifs des aéronefs ayant été nettement inférieurs aux taux prévus dans le budget.

	Écart	
Transmissions	(792,3)	(100,1 %)

17. L'augmentation a résulté principalement de la nécessité de remplacer le matériel de transmission mobile dépassé des observateurs militaires et d'installer des radios mobiles avec GPS sur les véhicules de patrouille.

	Écart	
Informatique	(107,5)	(23,3 %)

18. Le dépassement est imputable à l'achat du matériel requis pour la création d'un centre de formation, au remplacement du système de sauvegarde de données et à l'acquisition d'un système de vidéoconférence permettant de communiquer en permanence avec le bureau de liaison de Tindouf.

	Écart	
Services médicaux	(19,3)	(21,9 %)

19. La MINURSO bénéficiait auparavant de services médicaux spécialisés et, de ce fait, cette rubrique ne donnait lieu à aucune ouverture de crédit. Il a été mis fin à cet arrangement au cours de l'exercice considéré, en raison de la fermeture de l'hôpital où les services étaient fournis. Le dépassement s'explique donc par le fait qu'à la suite de la fermeture de cet hôpital, les services médicaux spécialisés destinés au personnel de la MINURSO ont été fournis par d'autres prestataires aux tarifs commerciaux.

	Écart	
Fournitures, services et matériel divers	(771,8)	(198,6 %)

20. L'augmentation par rapport au montant approuvé est essentiellement imputable aux rations. À la suite de la redistribution des ressources entre les catégories Militaires et personnel de la police et Dépenses opérationnelles, les dépenses au titre des rations ont été inscrites à la présente rubrique et à la rubrique Contingents. Le montant approuvé n'a pas été ajusté, d'où un dépassement à la présente rubrique.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

21. **En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :**

a) **L'affectation du solde inutilisé de 3 120 500 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003;**

b) **L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2003, qui s'élève à 2 833 000 dollars et se décompose comme suit : intérêts perçus (177 000 dollars), recettes diverses (170 000 dollars), ajustements sur l'exercice précédent (36 000 dollars) et économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs ou découlant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (2 522 000 dollars).**